

PROGRAMME

LES PRIORITÉS DU NOUVEAU PRÉSIDENT DE L'AJP

Gérard Gaudin, journaliste à Belga, est le nouveau président de l'AJP. Il dresse pour *Journalistes* une liste de ses priorités pour les quatre prochaines années.

A peine élu président de l'AJP – lors de notre assemblée générale du 23 février –, je voudrais vous remercier pour la confiance que vous m'avez accordée en me portant à la tête de notre association professionnelle, qui représente une grande majorité des personnes exerçant notre beau mais exigeant métier. Et je vous rassure tout de suite: je ne remplirai qu'un seul mandat de quatre ans, avant de laisser la place aux (plus) jeunes.

Bien que le nouveau conseil de direction ne se soit pas encore réuni en séance inaugurale – ce sera pour le 28 mars, deux jours après le Gala de la Presse – et n'ait donc pas défini sa feuille de route pour les quatre prochaines années, je pense que l'action de l'organe directeur de l'AJP doit s'inscrire dans la continuité de celle entreprise avec succès par la précédente équipe, en la parachevant.

Suite en [page 2](#).

Gérard GAUDIN, *Président de l'AJP*



Le nouveau Conseil de direction de l'AJP, sous le soleil après l'AG du 23 février. Photo Marc Simon.

SOCIAL

LE CONFLIT AUX EDITIONS DE L'AVENIR ILLUSTRÉ EN DIX IMAGES

Le conflit social en cours depuis fin octobre à *L'Avenir* a été remarquablement couvert par les journalistes du groupe.



Depuis l'annonce de la volonté de la direction de *L'Avenir* de procéder à un plan social, le 23 octobre 2018, le personnel s'est mobilisé pour informer au mieux ses lecteurs de la crise qu'il traverse. Parce qu'ils ont gardé à l'esprit que l'intérêt du public est le seul qui doit être servi, les journalistes et leurs collègues des autres services n'ont presque jamais arrêté le travail et ils ont fait ce qu'ils font de mieux : informer.

Une couverture inédite, drôle parfois, pertinente toujours : des encarts blancs dans le journal, des stickers rappelant l'impact de 25% de personnel en moins, une rencontre avec les mandataires

politiques lors de leur salon à Marche – et ont reçu en retour de nombreuses marques de soutien, qu'ils ont également publiées dans leur journal.

Le journal, leur outil de travail qui leur a été confisqué par un lock out de la direction pendant 3 jours, durant les vacances de Pâques, après l'annonce de trois licenciements secs et le mouvement de grève qui s'en est suivi.

Nous vous proposons, dans ce numéro, de revenir en dix photos-légendes sur ces mois de tensions. Une sorte de roman-photo d'un combat et d'une affection mutuelle entre un journal et ses lecteurs.

Dossier en [pages 4 et 5](#)

N°212 SOMMAIRE

06 Education : "Apocalypse news" débarque dans les écoles \ 06 AJPro : les formations à venir \ 07 Formation : le journalisme constructif au Danemark \ 07 New6s : le premier prix du journalisme constructif \ 08 Journaliste à la Une : Anne-Sophie Bruyndonckx \

LA SEULE LOYAUTÉ QUE DOIT AVOIR UNE RÉDACTION, C'EST ENVERS SES LECTEURS

Depuis le 23 octobre 2018, date de l'annonce d'un plan de restructuration, la rédaction et le personnel des Editions de l'Avenir ont veillé à ne pas prendre leurs lecteurs en otage. Seuls un arrêt de travail et deux jours de grève ont empêché la distribution du journal et la mise à jour du site. La couverture du conflit par les journalistes, exemplaire, s'est faite dans le seul souci d'informer au mieux les abonnés. Un travail professionnel doublé d'un combat créatif destiné, lui, à resserrer les liens. Au final, cette double démarche rappelle un élément essentiel : la seule loyauté que doit avoir une rédaction, c'est envers ses lecteurs. Voici un aperçu des différentes actions adoptées par le personnel de *L'Avenir* au fil des négociations.

La rédaction de *L'Avenir*

10. UNE FÊTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Dernière initiative prise, l'organisation d'une fête du personnel, par le personnel, pour le personnel le samedi 23 mars. Car à *L'Avenir*, la direction estime que ce n'est plus nécessaire depuis trois ans. Des rires entre collègues, camarades et amis ; des remerciements à celles et ceux qui partent ; une annonce dessinant un nouvel horizon... C'est l'invitation imaginée, avec, pour slogan, « le printemps ne ramera pas avec licenciements ». Le dimanche 3 mars, les affiches sont imprimées et placardées dans l'entreprise. Le lendemain, trois journalistes ciblés sont virés, malgré le fait que SDR et AJP aient retrouvé suffisamment de journalistes prêts à partir volontairement.



1. ECLAIRER LES LECTEURS, UNE PRIORITÉ



Depuis son annonce, plus de 70 pages ont été consacrées à la couverture du plan de restructuration. Syndicats, représentants de l'AJP, de la société des rédacteurs, patrons de *L'Avenir*, politiques, lecteurs... Tous ont régulièrement eu la parole dans les colonnes du journal, sur le site, sur les réseaux sociaux. Objectif : éclairer abonnés et lecteurs sur la situation de l'entreprise et le marché. La rédaction a également couvert les débats consacrés à *L'Avenir* au parlement wallon et fait appel à des experts. Même d'éventuels repreneurs ont été interviewés. Le tout dans une ambiance très tendue dont l'origine remonte à l'éclatement du scandale Publifin ; en fil rouge, le rôle joué par les dirigeants de Nethys, l'actionnaire de *L'Avenir*, dont plusieurs siègent au conseil d'administration du quotidien.

2. DES JOURNÉES À -25%



Le mardi 23 octobre, coup de massue suite à l'annonce du plan de restructuration et l'intention de la direction de se séparer de 60 ETP, soit 25% du personnel. C'est la stupeur : le chiffre est deux fois plus élevé que celui envisagé par Eric Schonbrodt, l'ancien administrateur délégué, qui a quitté l'entreprise huit mois plus tôt. Une assemblée générale décide alors d'une action coup de poing : durant trois jours, journal et site internet seront publiés avec 25% d'articles en moins. Objectif : prévenir les lecteurs que si un quart du personnel est menacé, un quart de leur journal l'est aussi.

3. UNE COLLECTION DE « STICKERS »



Le vendredi 26 octobre, lors d'une nouvelle assemblée du personnel, l'idée de publier dans le journal et sur le site des « stickers » basés sur des affiches célèbres est lancée. A l'origine, celui que la Société des rédacteurs de La Libre Belgique a envoyé en soutien à *L'Avenir*. Objectif de cette promesse au quotidien : prouver aux abonnés que le personnel se mobilise pour la qualité de l'information. Ces « stickers » sont également affichés partout dans l'entreprise. Certains ont une charge émotionnelle lourde, comme celui pastichant l'affiche du film *Massacre à la tronçonneuse*, ou encore celui copiant une offre d'emploi « *L'Avenir* recherche administrateurs compétents ».

4. DES UNES POUR MARQUER



Si les articles consacrés à la crise ont été nombreux, la rédaction a veillé à ne pas monopoliser sa une avec le conflit. Seules trois manchettes lui ont été consacrées, pour indiquer aux lecteurs qu'il s'agissait de moments-clés : celle, symbolique, annonçant la restructuration, avec un pavé blanc représentant l'impact du plan ; celle, historique, où le personnel des Editions de l'Avenir demande dans une lettre ouverte au monde politique d'extirper *L'Avenir* de Nethys ; et celle, informative mais aussi choc, illustrant l'enquête de la rédaction sur la façon dont Nethys a cassé l'entreprise.

5. DES DESSINATEURS EN PREMIÈRE LIGNE



Un groupe média qui vire ses journalistes et son personnel, ça ne laisse jamais de marbre les dessinateurs de presse. Un pour tous, tous pour un et toujours les premiers à soutenir la liberté et le pluralisme de la presse. La preuve : tous ont répondu présent à l'appel de Jacques Sondron, que l'on retrouve chaque jour dans *L'Avenir*. Objectif de cette série très mordante et acérée ? Tendre la main aux abonnés et aux lecteurs, et, surtout, leur montrer que la rédaction ne renoncera pas à son indépendance éditoriale.

6. DES LECTEURS QUI S'ENGAGENT



Dès l'annonce du plan, la rédaction a fait appel au soutien de ses lecteurs, via la boîte mail « lavenir2setvous@gmail.com ». Une veille a également été organisée sur les réseaux sociaux pour repérer les commentaires les plus pertinents. Touchantes, pleines de colère et d'encouragements, ces pages consacrées à ces commentaires ont suscité l'exaspération de la direction, qui a plus d'une fois tenté d'en stopper la publication. Spécialement lorsque les lecteurs témoignaient leur incompréhension à l'idée d'avoir un journal au format berlinois plus grand. Une bataille finalement remportée grâce à eux puisqu'une semaine avant la date fatidique, la direction a fait marche arrière et a choisi le demi-berlinois.

7. MERCI LES ARTISTES



La rédaction de *L'Avenir* a également mis en avant sur son site internet les très nombreuses réactions en vidéo des artistes de la Fédération Wallonie-Bruxelles, voire de la francophonie. La plupart y ont défendu le pluralisme de la presse, et l'absolue nécessité d'avoir des médias régionaux et locaux de qualité. Certains ont ainsi raconté à nos internautes et lecteurs que c'était sur lavenir.net et dans *L'Avenir* qu'avait été publiée leur première interview, ou le tout premier compte-rendu de leur premier spectacle.

8. UNE BELLE HAIE D'HONNEUR



Le premier arrêt de travail du conflit a lieu le jeudi 14 février. En cause, le refus de la direction de respecter la nouvelle convention journaliste sur les conditions de départ. La rédaction décide d'aller au salon des mandataires, pour rappeler au monde politique la situation catastrophique de *L'Avenir*, la crainte d'une liste noire et le fait qu'ils peuvent changer ça. Venus des quatre coins de Wallonie, les journalistes leur font une haie d'honneur et de « stickers ». Une façon de montrer aux lecteurs que la fronde et la solidarité affichées dans le journal et sur le site sont bien réelles.

9. UNE ENQUÊTE DU TONNERRE



Le vendredi 15 février, la rédaction apprend que syndicats et direction ont entériné un accord renforçant les indemnités de départ du personnel, mais que la convention journaliste n'est toujours pas respectée. Il n'y aura donc pas suffisamment de journalistes prêts à partir volontairement. Sourde à la demande de l'AJP, la direction arrête sa liste le soir même, entérinant ipso facto un nombre élevé de licenciements secs. Trois ans de galère pour en arriver là... C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. La rédaction décide alors de publier une enquête dévoilant à ses lecteurs comment les actionnaires de *L'Avenir* ont saboté l'entreprise. Le samedi matin, ces quatre pages provoquent un coup de tonnerre et forcent Stéphane Moreau à sortir du bois. Au final du week-end de négociation, la convention journaliste est respectée. L'accord ramène également à 4 ETP le nombre de licenciements secs.